

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
30907 NÎMES Cedex 02

NÎMES, le 13/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIÈRES LUGAN SAS

Rue des Carrières
30126 TAVEL

Références : 2023.OM.01.61
Code AIOT : 0006600810

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2022 dans l'établissement CARRIÈRES LUGAN SAS implanté au lieu-dit "Bois de la Grotte" sur la commune de VERFEUIL. L'inspection a été annoncée le 16/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIÈRES LUGAN SAS
- Bois de la Grotte 30630 VERFEUIL
- Code AIOT : 0006600810
- Régime : Autorisation

La carrière LUGAN située au lieu-dit "Bois de la Grotte" sur la commune de VERFEUIL, est une carrière géographiquement isolée au sein de la forêt communale de VERFEUIL située au pied des plateaux calcaires ardéchois. Il s'agit d'une carrière de taille de blocs dimensionnels, exploitant du calcaire du faciès "Urgonien".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- profondeur du carreau d'exploitation,
- écoulement des eaux de surface,
- Bord d'exploitation (bande de 10m),

- Bornage,
- Risque de pollution accidentelle (procédure/dalle étanche).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Disposition générale	Arrêté Préfectoral du 02/06/1994, article 3.113	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Disposition générale	Arrêté Préfectoral du 02/06/1994, article 3.121	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Disposition générale	Arrêté Préfectoral du 02/06/1994, article 3.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Plans	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/06/1994, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Disposition générale	Arrêté Préfectoral du 02/06/1994, article 3.114	/	Sans objet
3	Disposition générale	Arrêté Préfectoral du 02/06/1994, article 3.119	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est relevé lors de l'inspection une exploitation ayant dépassée la limite de la côte du carreau d'exploitation autorisée . Il est relevé l'absence de levée topographique ou d'un plan d'exploitation nécessaire au suivi de l'exploitation. Il est également constaté la présence importante d'engins hors d'usage ou de structures et d'éléments métalliques dispersés sur site qui doivent être "réorganisés" et évacués pour partie. Par ailleurs il n'est pas constaté la présence d'une aire étanche prévue pour la maintenance des engins. Enfin il est nécessaire de mettre en place un ensemble d'éléments de lutte contre les pollutions accidentelles de type : kit antipollution ou matériaux dédiés, dispositif "antie fuite" pour le ravitaillement. Une procédure en cas de fuite accidentelle doit être établie. Ces constats conduisent à proposer une mise en demeure de régularisation des écarts relevés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Disposition générale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/1994, article 3.113
Thème(s) : Profondeur d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation sera limitée en profondeur à la cote 283 NGF La profondeur moyenne d'extraction sera d'environ 15 m, compte tenu d'une épaisseur des matériaux de recouvrement de 2,5 m. Elle s'effectuera après enlèvement des matériaux de découvertes par gradin.
Information : Il n'est pas fourni de plan topographique à jour. Constat : En l'absence de plan topographique à jour, il est impossible de connaître la profondeur exploitée du site. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 3.113 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation de la carrière de située au lieu-dit « Bois de la Grotte » sur la commune de Verfeuil du 02/06/1994
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Disposition générale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/1994, article 3.114
Thème(s) : Écoulement des eaux de surface
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrières ne devra pas faire obstacle à l'écoulement des cours d'eau, ni modifier leur cheminement.
Constats : Il n'est pas observé de retenue d'eau dans le fond de fouille, un merlon permet l'orientation et le contournement des eaux météorites sur la partie amont de la zone d'exploitation ;
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Disposition générale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/1994, article 3.119
Thème(s) : Bord d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords des excavations seront notamment établis et tenus à distance horizontale de 10 mètres au moins des limites du périmètre sur lequel porte la présente autorisation.
Constats : Il est constaté une distance réglementaire des fronts supérieurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Disposition générale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/1994, article 3.121
Thème(s) : Bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il sera procédé à la pose, par le pétitionnaire, de bornes placées au sommets accessibles du polygone délimitant le périmètre d'exploitation et éventuellement des bornes supplémentaires intermédiaires permettant de visualiser facilement le périmètre d'exploitation. Un plan de bornage sera établi.
Constats : Il n'est pas constaté la pose sur l'ensemble du site des bornes de délimitation de la zone ICPE et d'exploitation. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 3.312 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation de la carrière de située au lieu-dit « Bois de la Grotte » sur la commune de Verfeuil du 02/06/1994.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Disposition générale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/1994, article 3.4
Thème(s) : Risque de pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Toutes dispositions seront prises pour éviter la pollution des eaux.</p> <p>Les citernes d'hydrocarbures mises en place éventuellement sur le site seront équipées d'une cuvette de rétention étanche capable de retenir la totalité des liquides accidentellement répandus. Elles seront protégées contre les chocs.</p> <p>Les aires de réparation, d'entretien et de remplissage en carburant des engins seront bétonnées, étanches et en forme de cuvette pour récupérer les liquides accidentellement répandus. (...) Une procédure d'intervention devra être établie pour remédier à une fuite accidentelle d'hydrocarbures sur un engin. (...)</p>
<p>Constats : Il n'est pas constaté la mise en place de de cuvette/bac de rétention pour les différents fûts pouvant contenir des produits type huiles ou lubrifiants nécessaires à la maintenance sur site des engins.</p> <p>Il n'est pas constaté la présence d'une aire étanche sur site.</p> <p>Il n'est pas constaté de procédure d'intervention en cas de fuite accidentelle d'hydrocarbures.</p> <p>Il n'est pas constaté de dispositif type kit antipollution ou de produit utilisable en cas d'une fuite d'hydrocarbure sur site.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation de la carrière de située au lieu-dit « Bois de la Grotte » sur la commune de Verfeuil du 02/06/1994. Un délai de 6 mois pour réaliser les travaux. Cependant, l'exploitant dispose d'un délai de 2 mois pour proposer une solution adaptée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Prévention des pollutions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17
Thème(s) : Autre, Propreté du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. (...)
Constats : Un nombre important d'éléments et de structures métalliques ainsi que d'engins hors d'usage se trouvent répartis sur l'ensemble du site. Plusieurs fûts vides ont également été constatés sur site. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 17 de l'arrêté ministériel relatif aux exploitations de carrières. Un délai de 6 mois pour réaliser les travaux. Cependant, l'exploitant dispose d'un délai de 2 mois pour proposer une solution adaptée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Il n'est pas constaté la mise à jour annuelle du plan "d'exploitation" défini par l'article 15 de l'arrêté ministériel relatif aux exploitations de carrières du 22 septembre 1994. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/1994, article 2
Thème(s) : Autre, Limite d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : ARTICLE 2.</p> <p>1. Conformément au plan à l'échelle du 1/5000 joint à la demande et dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté, l'autorisation d'exploiter porte sur une partie de la parcelle N° 1, section D du plan cadastral de la commune de VERFEUIL La superficie globale approximative de la carrière s'élevant à 17 000 m² (zone d'extraction à 5 600 m²).</p>
<p>Constats : Il est constaté le dépassement de la zone limite du périmètre d'exploitation autorisé par l'arrêté préfectoral du 2 juin 1994.</p> <p>Note : À la lecture des cartographies de l'étude d'impact et des cartes accompagnant les différents arrêtés préfectoraux, il semble néanmoins que la zone d'extraction n'ait pas dépassé la limite du périmètre ICPE autorisé (partie sud). En l'absence de plan à jour, ce récolement a été difficile à vérifier le jour de la visite.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 2-1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation de la carrière située au lieu-dit « Bois de la Grotte » sur la commune de Verfeuil du 02/06/1994. L'exploitant n'est pas autorisé à poursuivre son activité en dehors du périmètre d'exploitation et doit réorganiser sous 1 mois son activité en ce sens.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois